



HAL
open science

Où va l'économie ?

Xavier Ragot

► **To cite this version:**

Xavier Ragot. Où va l'économie?: Introduction. Revue de l'OFCE, 2017, 153, pp.5 - 18.
10.3917/reof.153.0005 . hal-03455336

HAL Id: hal-03455336

<https://sciencespo.hal.science/hal-03455336>

Submitted on 29 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

OÙ VA L'ÉCONOMIE ?

Xavier Ragot

OFCE, Sciences Po Paris

L'économie mondiale sort péniblement de la crise financière, commencée en 2008 aux États-Unis avant de venir secouer l'Europe. S'extirpant des urgences de la crise, le débat économique regarde maintenant des horizons plus éloignés. Le réchauffement climatique demande aujourd'hui des investissements dans des technologies nouvelles et des changements de mode de consommation. De manière plus générale, les tendances actuelles reposent à nouveau la vieille question, mais toujours d'actualité, de la stabilité économique et sociale des économies de marché. Cette dernière contient de nombreuses ramifications : à la question de l'instabilité et des crises financières s'ajoute celle de la dynamique des inégalités et de la répartition du revenu. Enfin, le changement technique, avec l'émergence des technologies numériques, suscite de nouvelles interrogations. Si les potentialités numériques sont souvent formulées de manière anxieuse, la capacité de ces technologies à améliorer notre quotidien fait partie des questions essentielles pour penser l'économie dans vingt ans.

À ces nouvelles questions correspondent des évolutions dans la recherche économique, dont ce numéro de *La Revue de l'OFCE* souhaite rendre compte en présentant les recherches récentes et les questions ouvertes. Ce numéro est composé de contributions écrites par des auteurs tous spécialistes de leur sujet. Ils ont pu écrire des textes où la pensée, certes argumentée, pouvait faire place à des considérations personnelles que les contraintes de la rigueur académique ne permettent pas toujours d'exprimer : les mécontentements et les enthousiasmes sont instructifs pour

observer la pensée en train de se faire. Les auteurs des contributions se sont attachés à présenter les résultats robustes et les questions nouvelles.

Ce numéro a donc pour but de transmettre autant un savoir que des interrogations. Certains économistes ont récemment affirmé que l'économie avait maintenant le statut scientifique des sciences expérimentales. Cette affirmation contient une part de vérité : on comprend beaucoup de choses sur les dynamiques sociales avec le regard de l'économiste, et il est de la responsabilité du chercheur d'intervenir dans le débat public pour aider chacun à être mieux informé des conséquences de ses choix. Cependant, cette affirmation est bien trop forte et n'informe pas le public des incertitudes et débats au sein des économistes académiques.

Les dix-huit contributions ne sont pas exhaustives mais couvrent la plus grande partie des débats actuels, avec un regard spécifique sur les questions macroéconomiques. À la diversité des sujets traités par chacune des contributions s'ajoute la différence de « séniorité » dans la discipline, le jeune chercheur voulant déplacer la frontière du savoir dans une direction précise côtoie le chercheur plus expérimenté présentant une version plus topographique de la discipline, en décrivant ce que l'on sait déjà.

Le but de cette introduction n'est pas de se substituer à la lecture de ces textes, tous instructifs et éclairants, mais d'en dégager des points d'intersection ou des sentiers divergents aussi bien en termes de méthodes que de mesures de politiques économiques. Quatre thèmes se dégagent. Le premier est la relation entre économie et histoire. Le second est la question de la stabilité des économies de marché. Le troisième est le besoin de repenser la cohérence des politiques économiques en lien notamment avec les instabilités et divergences économiques et sociales de nos économies. Enfin, le quatrième thème concerne l'évolution des outils et méthodes des économistes.

Le temps de l'économie : Économie et Histoire pour penser tendances et crises

À la lecture de ces textes, ce qui marque est tout d'abord le retour au temps historique et à l'histoire économique. C'est face à l'histoire qu'une situation devient événement, un cycle ou révéla-

teur d'une tendance. En effet, ce numéro montre la richesse de l'analyse du temps historique sur les sujets qui animent les débats économiques. Ainsi, un grand débat qui divise les économistes est celui de la croissance et du progrès technique. Dans le temps long que décrivent **Antonin Bergeaud, Gilbert Cette et Rémy Lecat**, on observe un ralentissement progressif de la productivité et du progrès technique qui laisse planer le risque d'une croissance faible, voire d'une stagnation séculaire. Cela fait contraste avec l'accélération apparente du progrès technique dû aux technologies numériques. Trois explications sont présentées dans ce numéro. La première, défendue par **Céline Antonin et Philippe Aghion**, voit dans le débat sur la stagnation séculaire un pessimisme mal fondé. En premier lieu, des erreurs de mesure ne rendent pas compte du changement en cours de la nature de la croissance. En second lieu, un temps de diffusion est nécessaire pour que les économies s'adaptent aux changements technologiques majeurs comme ceux induits par le numérique : le meilleur est à venir. De leur côté, Bergeaud, Cette et Lecat insistent sur une relation entre finance et croissance susceptible de rendre compte d'une croissance faible. Les auteurs observent deux tendances simultanées. La première est la décroissance des gains de productivité dans tous les pays. La seconde est la décroissance depuis maintenant près de quarante ans des taux d'intérêt réels. Selon les auteurs, il pourrait exister une relation causale entre ces deux tendances. Les taux d'intérêt faibles contribuent à faciliter le financement d'entreprises peu productives et donc à une moins bonne allocation du capital. Le problème est donc la moins grande exigence des marchés financiers en matière de rentabilité dans un environnement de taux d'intérêt faibles. Une troisième explication est avancée par **Gilles Le Garrec et Vincent Touzé**. Ils analysent les contraintes d'ajustement de court terme des économies comme les rigidités nominales ou la borne zéro des taux d'intérêt. Du fait de ces dernières et de la mauvaise gestion de la crise, les économies développées se trouveraient durablement piégées dans des situations de croissance, de taux d'intérêt et d'inflation faible, alors que le chômage est élevé. La mauvaise gestion de la demande et de l'inflation à court terme conduit à un problème économique de long terme. Cette analyse en termes de régimes multiples relie le temps court des politiques économiques au temps long d'une stagnation séculaire. Une poli-

tique augmentant l'inflation aiderait l'ajustement économique en redonnant des marges de manœuvre à la politique monétaire.

Le débat restera vif entre ces trois explications de la faiblesse de la croissance (offre, finance, demande) car les recommandations de politique économique diffèrent : faut-il soutenir l'allocation du capital ou la demande et, donc, l'inflation ? Faut-il mener ces deux politiques ensemble, comme nous y invite Aghion et Antonin ? Existe-t-il un arbitrage entre les deux, comme le suggèrent Le Garrec et Touzé, ou encore ces deux politiques sont-elles indépendantes, ce qui permet de focaliser les réformes sur les changements pour mieux tirer parti de la révolution numérique, comme le conseillent Bergeaud, Cette et Lecat ? Ces trois textes fournissent les arguments du débat.

Deux contributions vont de l'économie vers l'histoire pour penser comment les économies de marché produisent de l'histoire du fait de leurs fluctuations endogènes et du cycle économique. **Michel Aglietta** et de **Franck Portier** proposent des analyses parmi les plus récentes, provenant de fondements très éloignés pour ne pas dire opposés au sein de la pensée économique. Frank Portier revient sur l'approche dominante de la science économique qui voit dans les économies de marché des processus stables s'adaptant à des chocs externes. De ce fait, l'économie évolue de manière cyclique le long de tendances de long terme. Franck Portier remarque que cette vision est peu fondée aussi bien empiriquement que théoriquement. Il existe de profondes forces déstabilisatrices dans les économies de marché, qui sont notamment les interactions stratégiques entre les acteurs, ménages ou entreprises. Celles-ci poussent ces derniers à faire la même chose en même temps, ce qui déstabilise l'économie. De ce fait, les économies conduisent à des cycles qui sont à la fois endogènes et affectés par des aléas qui rendent les fluctuations imprédictibles.

Michel Aglietta commence sa contribution en rappelant la différence entre le temps logique au sein des modèles économiques et le temps historique qui contient toujours une part d'incertitude. Celle-ci laisse toujours une place à la spéculation financière, générant des crises récurrentes dont les différentes phases ont été décrites par les historiens. De ce fait, les économies sont marquées par des cycles financiers dont l'horizon est de 15 à 20 ans. Michel Aglietta présente la relation entre finance et macroéconomie en

décrivant les étapes des cycles financiers, ainsi que les différentes mesures de politiques économiques pour éviter la contagion de l'instabilité financière à l'économie réelle. Chez Aglietta les comportements déstabilisants sont le fait de comportements mimétiques qui sont présentés comme un invariant anthropologique. Chez Portier, les comportements similaires sont le produit de mécanismes économiques et sont donc contextualisés. D'autres différences, présentées plus loin, séparent les auteurs, cependant tous deux se retrouvent pour penser la production de cycles endogènes des économies de marchés au sein desquels la finance et l'accumulation du capital joue un rôle central. Par ailleurs, tous deux différencient les mesures de politique économique en fonction de l'état du cycle financier.

Une troisième interrogation sur la capacité des économistes à penser le temps long renvoie à la question environnementale et écologique. Celle-ci est abordée par deux contributions, celle de **Katheline Schubert** d'une part, et celle de **Gissela Landa, Paul Malliet, Frédéric Reynès et Aurélien Saussay** d'autre part. Il ne fait maintenant plus de doute que la question du réchauffement climatique est l'une des questions essentielles pour les décennies à venir. La science économique étudiant les ressources rares, les externalités, la soutenabilité des économies, devrait être pionnière pour développer de nouveaux outils reliant le temps long du réchauffement climatique et le temps court de la décision publique. Pourtant, comme le note Katheline Schubert, « les questions environnementales occupent une très faible place dans les modèles macroéconomiques, leur étude restant largement l'apanage de la microéconomie et de l'économie publique. On peut même dire que les macroéconomistes du court terme ne s'y intéressent pas, ou plus précisément que leur intérêt éventuel est confiné à la question de l'impact macroéconomique des chocs pétroliers ». Aussi bien dans les revues académiques que dans les manuels, la question environnementale reste marginale. Landa, Malliet, Reynès et Saussay montrent que les difficultés de ce champ d'études proviennent, au moins en partie, de la différence d'outils pour penser les enjeux environnementaux. Ils présentent les deux classes de modèles utilisés, les modèles d'évaluation intégrée, à la frontière de l'économie et de sciences de la nature, et les modèles d'équilibre général calculable plus ancrés dans la modélisation économique. Il

est intéressant de noter que le défaut principal de ces modèles, que les auteurs essaient de pallier par leur propre recherche, est leur complexité qui rend les résultats peu transparents, et donc peu convaincants pour les analystes et les décideurs publics. L'introduction de différentes temporalités a donc un coût en matière de complexité. S'il faut embrasser des horizons plus larges, il faut simplifier beaucoup pour identifier les causalités essentielles.

L'introduction du temps historique, entendu soit comme le temps long ou l'étude d'événements historiques, se retrouve enfin dans de nombreuses contributions. **Cecilia García-Peñalosa** étudie la dynamique des inégalités dans le temps, que ce soit la répartition « salaire/profit » ou les inégalités de salaires. C'est au travers du prisme du temps long, notamment depuis les travaux d'Anthony Atkinson, Thomas Piketty et Emmanuel Saez, que la question des inégalités connaît un regain d'intérêt en dévoilant de nouvelles tendances. **Anne Épaulard** analyse le lien entre finance et économie. Elle met notamment l'endettement privé au cœur des enseignements que l'on peut tirer d'une étude historique des crises financières. Pour autant, les marges de manœuvre de la politique économique pour éviter le surendettement privé sont minces alors que l'efficacité des mesures macro-prudentielles reste à démontrer ; l'instrument monétaire risque au contraire d'être trop brutal. Enfin, **Patrick Artus** étudie les problèmes de divergence au sein de la zone euro. Pour l'essentiel, son analyse repose sur l'observation des tendances historiques de variables clés, approche que l'on peut qualifier de *narrations* historiques informées car ne reposant pas sur des modèles particuliers mais sur des mécanismes identifiés dans la littérature économique. Ce type d'analyse a le mérite d'accorder une large place aux données et de permettre une grande liberté pour suggérer des causalités au-delà des corrélations. Le désavantage relatif est que la liberté d'analyse se paie d'une faible puissance démonstrative, ce qui peut laisser la place à des analyses alternatives.

De ce fait, ce numéro de *La Revue de l'OFCE* commence par un texte de **Pamfili Antipa et Vincent Bignon** qui documentent le retour au temps long et à l'histoire économique. Les auteurs décrivent l'histoire économique comme un lieu de débat intellectuel argumenté. Ils décrivent trois façons de produire l'histoire économique. La première est la cliométrie, soit l'application d'une

théorie économique précise à l'étude de l'histoire. L'historien va donc de l'économie vers l'histoire. Des éléments du texte d'Aghion et Antonin dans ce numéro, décrivant les leçons de l'approche schumpétérienne pour la théorie de la croissance, est un exemple de cette approche. La seconde manière de produire de l'histoire est de construire des séries longues, qui permettent une quantification de l'histoire propre à l'histoire économique pour ensuite dégager des régularités et ruptures. Cette approche remonte à l'école des Annales dans sa formulation systématique. Le temps long de l'évolution des prix et des salaires pour penser la différence de développement entre l'Europe et la Chine, est un premier exemple. Les travaux de Bergeaud, Cette et Lecat s'inscrivent dans cette démarche. La troisième façon de faire histoire est de l'appréhender comme récit ou narration analytique utilisant la théorie économique (ou les apports d'autres disciplines) pour transformer les événements en causes. Les travaux de Michel Aglietta sur les crises financières peuvent en être un exemple.

La cohérence des économies de marché : hétérogénéité, agrégation et instabilité

Un second thème traverse les contributions de ce numéro : la question de la stabilité des économies de marché. La crise financière commencée en 2008 a révélé que les économies de marché pouvaient devenir profondément instables et qu'il a fallu des politiques monétaires et budgétaires inédites pour restaurer emploi et croissance. L'incapacité de prévoir ou même de comprendre cette crise de la part d'une majorité d'économistes a jeté un profond discrédit sur la profession. La question de la stabilité renvoie à une question plus profonde encore qui est de comprendre comment la somme de décisions non coordonnées de la part des ménages, des entreprises ou des acteurs financiers peut aboutir à un ordre économique satisfaisant. Ainsi la question de l'économie est de comprendre *l'agrégation de l'hétérogénéité*. Comme le note avec force les trois de contributions de Michel Aglietta, **Rodolphe Dos Santos Ferreira** et **Jean-Luc Gaffard**, la majorité des modèles macroéconomiques d'avant-crise supposaient en fait la stabilité de l'économie comme hypothèse de travail pour étudier des agents représentatifs, évacuant ainsi la question par simple hypothèse.

Le traitement moderne de l'hétérogénéité dans la science économique s'est profondément accéléré depuis la crise du fait de l'accès aux données et de la diffusion des technologies numériques. Deux contributions résument les leçons d'étape de ces travaux. La contribution d'**Édouard Challe** reprend un débat très vif aux États-Unis et malheureusement trop peu présent en France : la macroéconomie manquerait de scientificité dans son rapport aux données. Elle n'aurait pas réalisé le tournant empirique des autres domaines de l'économie (économie de l'éducation, du travail, du développement) et fournirait de ce fait des théories infalsifiables donc non-scientifiques. À l'inverse, les études empiriques multipliant les études d'événements précis, quasi-expérimentaux permettraient de partir de l'hétérogénéité du réel pour construire des théories : retour à l'empirisme !

Édouard Challe montre par trois exemples que les moments comme les crises économiques ne peuvent sans danger se découper en tranches sans en penser les interdépendances globales dont l'empirie ne peut rendre compte. L'accumulation de résultats empiriques est nécessaire mais non suffisante pour l'analyse économique. Le premier exemple est la trappe à liquidité. La croissance spectaculaire du bilan des banques centrales a peu d'effets sur l'économie du fait de la complexité des anticipations d'inflation. Le second est le rôle déstabilisateur de l'épargne de précaution. À trop vouloir se protéger contre l'incertitude, les acteurs économiques réduisent tous leurs dépenses en même temps, ce qui déstabilise l'économie. Le troisième est l'effet des dépenses publiques sur l'activité économique et, en son cœur, la question des multiplicateurs budgétaires. Il existe une grande différence entre les multiplicateurs locaux (estimés sur données géographiques) et les effets globaux, du fait des interdépendances économiques. Dans ces trois cas, les enseignements microéconomiques n'informent pas des conséquences globales.

Un second exemple des leçons du traitement moderne de l'hétérogénéité est l'analyse du rôle de l'information dans la coordination économique par **Paul Hubert et Giovanni Ricco**. Là encore, le thème de l'information renvoie aux questions les plus profondes de la science économique. Hayek fondait la supériorité des économies de marché sur d'autres formes d'organisation sociale par leur capacité à agréger l'hétérogénéité de l'information.

Hubert et Ricco revisitent cette question sous un angle résolument empirique. Divers modèles d'information imparfaite et dispersée sont maintenant disponibles. Qu'apprend-on lorsqu'on les confronte aux données ? Quel est le gain empirique (et scientifique) de la modélisation forcément complexe de l'hétérogénéité de l'information ? Les auteurs montrent avec des techniques économétriques avancées que l'effet des politiques monétaires, budgétaires change radicalement lorsque l'on tient compte de l'hétérogénéité de l'information. En particulier, les banques centrales doivent penser leur communication comme étant un élément de politique économique car changeant la nature des informations disponibles au public.

Une approche plus radicale du traitement de l'hétérogénéité est défendue par **Mauro Napoletano** qui résume les résultats récents d'un courant de l'économie appelé modèles à agents (*ABM* pour *Agent Based Models*). Pour Napoletano, c'est l'interaction entre les agents économiques qui est essentielle, voire première. Cela doit conduire à accepter de simplifier les comportements en introduisant une rationalité très limitée pour ensuite considérer l'économie comme un système dynamique de grande dimension que l'on peut seulement simuler sur ordinateur. Il faut faire le deuil de solutions analytiques et des petits modèles ; il faut s'éloigner des stratégies réductionnistes qui cherchent à simplifier le réel pour trouver des causalités et directement partir d'environnements complexes. L'auteur montre que ces modèles peuvent reproduire des instabilités, des cycles et des inégalités entre les agents (ménages et entreprises) qui sont proches de données. Ces modèles se diffusent dans le monde académique comme auprès des institutions économiques. Ils posent cependant la question difficile de la nature de la compréhension en économie. La reproduction de faits agrégés suffit-elle à valider un modèle ? Ne doit-on pas se soucier du réalisme des hypothèses et des comportements au risque de pouvoir tout reproduire sans être sûr de la généralité des recommandations possibles ? Ces questions animeront la profession pendant encore des nouvelles années.

Après le thème de l'agrégation, un autre thème traverse de nombreuses contributions. C'est le traitement insuffisant d'un acteur central : *l'entreprise*. Rodolphe Dos Santos Ferreira fait de la modélisation indigente du comportement des entreprises et de la

nature de la concurrence en macroéconomie une source principale de mécontentement sur la dynamique de la profession. Ce constat est partagé par Jean-Luc Gaffard et Michel Aglietta qui regrettent le simplisme de la modélisation de l'entreprise comme seul actif financier, ce qui empêche une contribution profonde de la notion de capital. L'importance de l'entreprise est soulignée avec force par Antonin et Aghion qui la mettent au cœur de la dynamique schumpétérienne. Enfin, Bergeaud, Cette et Lecat affirment que l'on ne peut comprendre la dynamique récente des gains de productivité sans penser l'innovation au sein des entreprises et l'allocation du capital entre les entreprises. L'importance de l'entreprise se retrouve aussi dans la contribution Cécilia Garcia-Penalosa qui en fait une institution essentielle pour comprendre la dynamique des inégalités.

Enfin, l'on peut aussi lire les contributions de Michel Aglietta et Franck Portier comme portant sur l'instabilité des économies de marché et des cycles endogènes (Portier) ou crises récurrentes (Aglietta) du fait des instabilités financières.

Pour résumer et de manière plus concrète, trois sources d'instabilité des économies de marché apparaissent dans les contributions :

1. La première couvre la finance dans le sens le plus large. Quatre mécanismes sont présentés :
 - l'incertitude de valorisation des actifs financiers, avec la récurrence des bulles et des crises financières (Aglietta) ;
 - le rôle plus déstabilisant encore de l'endettement excessif du secteur privé (Épaulard) ;
 - la contribution de l'épargne de précaution à l'instabilité économique (Challe, Portier) ;
 - enfin, le niveau potentiellement inadéquat du taux d'intérêt : soit trop haut et donc limitant la relance de l'économie (Challe), soit trop bas et contribuant à la mauvaise allocation du capital (Bergeaud, Cette et Lecat).
2. La seconde source d'instabilité concerne la répartition de la richesse créée et la dynamique des inégalités (Garcia-Penalosa) : les économies de marché produisent-elles des inégalités insoutenables ?
3. Enfin, l'on ne peut oublier la question environnementale : l'épuisement des ressources et de la biodiversité, le réchauffe-

ment climatique concerne bien plus que la seule viabilité des économies de marché.

Les outils des économistes

Ces formes d'instabilité et d'hétérogénéité demandent à l'économiste-artisan de repenser l'adaptation de ses outils à la charpente de sa réflexion. Quels outils faut-il affûter et lesquels faut-il changer ? C'est à ces questions de méthode que nous amène le texte d'**Olivier Blanchard**. Blanchard reconnaît tout d'abord que les modèles les plus standards de la macroéconomie, appelés DSGE, n'ont pas été bons pour prévoir les causes et conséquences de la crise financière, non à cause de défauts intrinsèques mais du trop grand simplisme des hypothèses. Ces modèles peuvent encore être utilisés surtout si l'on inclut des rigidités nominales, une forme de rationalité limitée pertinente comme un horizon fini, et enfin des contraintes financières particulières qui donnent un rôle-clé à la dynamique des fonds propres. L'intérêt de la contribution de Blanchard est de reconnaître la nécessité de bien adapter le modèle à la question traitée. Trois autres types de modèle sont en effet tout aussi pertinents. Les premiers sont les modèles de prévision qui sont des modèles essentiellement statistiques. Les seconds sont les modèles-jouets qui sont développés pour penser rigoureusement une causalité ou un mécanisme nouveau dans la théorie économique. Les troisièmes sont les modèles fondateurs, qui permettent des avancées théoriques profondes et résument une nouvelle façon de voir le monde. Blanchard nous recommande de prendre du recul pour bien adapter le modèle à la question posée. La reconnaissance de la diversité des modèles ne mettra bien sûr pas fin aux controverses méthodologiques, dont ce numéro rend compte. Quel est le bon modèle pour penser l'instabilité financière ? Des pistes divergentes sont suivies par Aglietta, Napolitano, Portier ou Challe.

Il est intéressant de s'arrêter sur l'influence des technologies numériques sur l'économie, non pour évoquer la question des gains de productivité à attendre, mais pour montrer la transformation du métier d'économiste. Antipa et Bignon soulignent les nouveaux champs ouverts à l'histoire économique grâce à la numérisation des archives. Celle-ci permet un accès bien plus large aux documents historiques et demande des outils différents pour traiter cette

nouvelle masse d'information. Cecilia Garcia-Peñalosa et Édouard Challe soulignent que l'utilisation des ordinateurs a permis de considérablement augmenter la complexité des modèles économiques pour simuler une hétérogénéité plus grande. De la même manière, l'économétrie de Hubert et Ricco n'est possible que grâce à la puissance de calcul des ordinateurs. Enfin, Mauro Napoletano va plus loin encore et propose que la simulation informatique systématique, de grande ampleur et en introduisant des aléas statistiques (Monte Carlo) puisse être considérée comme une analyse acceptée des modèles économiques, plutôt que leur étude analytique. À la fois les données, les capacités de traitement des données, la taille des modèles que l'on peut simuler augmentent extraordinairement. Si l'on se demandait quels outils il faut développer pour tester une théorie, la relation s'inverse : quelles théories peut-on développer pour tirer le meilleur parti de tous ces outils ?

Les politiques économiques

La majorité des contributions de ce numéro de *La Revue de l'OFCE* évoque des recommandations de politique économique, que ce soit pour la politique monétaire (Épaulard, Hubert et Ricco), la gouvernance des entreprises (Aglietta), la politique budgétaire (Challe, Saraceno, Portier, Gafard), les réformes structurelles (Bergeaud et al), la fiscalité (Aghion et Antonin, Garcia-Penalosa), ou encore la réforme de la zone euro (Artus). Cependant, comme le soulignent de nombreux contributeurs, autant que des recommandations particulières, ce qui importe c'est la cohérence globale d'un ensemble de politiques économiques. Ces dernières ont en effet des interactions fortes. La caricature des débats économiques, entre des oppositions « offre/demande », politique « monétaire/budgétaire », génère ainsi un coût intellectuel élevé, car c'est précisément l'intersection de ces politiques qu'il faut penser.

Comme l'explique **Francesco Saraceno**, une période s'est achevée en 2007 avec la fin d'un consensus qui s'était construit à partir de 1980. Ce consensus reposait fondamentalement sur la stabilité des économies de marché. Certes des frictions de court terme comme des rigidités nominales engendraient des fluctuations inefficaces de l'emploi, mais des politiques économiques fondées sur des règles (et non sur des décisions politiques discrétionnaires)

tionnaires) faciliteraient le retour vers l'efficacité économique. L'accroissement de la financiarisation de l'économie n'aurait que des effets bénéfiques, notamment quant à l'allocation du capital. La crise a dessillé le regard des économistes. Le débat sur la régulation financière, le soutien à la demande dans la récession, les réformes structurelles ont détruit l'ancien consensus, certes sans tambours ni trompettes. Francesco Saraceno appelle de ses vœux un éclectisme en matière de politique économique qui devrait être le principe directeur des recommandations de politique économique.

L'éclectisme doit cependant s'ancrer dans une pensée forte des complémentarités entre politiques économiques. Une première complémentarité concerne la nécessité de politique de soutien à la demande lorsque l'on met en place des politiques susceptibles d'augmenter la productivité (augmentation du niveau éducatif, de la mobilité des travailleurs ou du capital). Ce point semble être partagé par presque tous les contributeurs.

Un second ensemble de complémentarité provient de la réforme de la zone euro. Patrick Artus discute en effet des politiques nécessaires à la résolution des difficultés essentielles de la zone euro. Au moins trois complémentarités apparaissent. La première concerne la nécessité de transferts fiscaux et d'un fédéralisme fiscal en même temps que l'intégration commerciale favorisant la spécialisation industrielle. La seconde est la coordination des politiques budgétaires dans la zone euro pour éviter des fluctuations trop grandes de la demande par des effets d'externalité. La dernière est la coordination des politiques de marché du travail pour minimiser les dangers de divergences de taux de chômage ou de salaires, à la hausse comme à la baisse.

Ce numéro laisse place au débat en matière de politiques économiques. Il démontre indubitablement la nécessité d'un lien plus fort entre la pensée économique, dans toute sa diversité de méthodes et de thèmes, et les choix de politique économique. Il ne conclut pas le débat entourant les choix de politiques économiques, il l'ouvre.